
Russie : Moscou bousculé par le Covid-19

Description

Le 9 mai, aurait dû se tenir à Moscou la parade pour les commémorations du 75^{ème} anniversaire de la victoire de l'Union soviétique sur le nazisme. Pourtant, le 16 avril, le président Vladimir Poutine a annoncé sa décision de reporter le défilé en raison de la pandémie qui sévit actuellement dans le pays, seule la partie aérienne de l'événement étant maintenue. L'annulation de la cérémonie s'est accompagnée de la mise en quarantaine d'environ 15 000 soldats qui avaient contracté le virus, dont certains lors des répétitions. Les célébrations étaient attendues avec impatience par le pouvoir, rythmées par un défilé militaire d'envergure et la présence d'invités internationaux, parmi lesquels le président français Emmanuel Macron.

Autre report, le 22 avril, les Russes étaient conviés à participer à un référendum constitutionnel impulsé par le chef du Kremlin. Le 11 mars, le Conseil de la Fédération a en effet approuvé un amendement constitutionnel présenté la veille à la Douma, puis approuvé par V. Poutine, relatif notamment à l'expansion de la limite du cumul de mandats. Celui-ci pourrait permettre au Président de se représenter pour deux mandats supplémentaires jusqu'en 2036. Approuvé par la Cour constitutionnelle le 22 mars, l'amendement doit toutefois, selon le souhait du Président, être confirmé par un vote populaire. La crise sanitaire a néanmoins amené V. Poutine, lors d'une conférence le 25 mars, à annoncer le report du vote.

En outre, des tensions se font jour, liées à la gestion partielle de la crise par le Président russe. Au-delà d'interventions limitées, il délègue en effet largement l'application des mesures de lutte contre le virus au maire de Moscou, Sergueï Sobianine, et aux gouverneurs régionaux, dont les pouvoirs ont été renforcés. Face à ce recul du pouvoir central, les premiers désaccords ont éclaté, à l'instar de l'Église orthodoxe qui s'est opposée à la fermeture de l'accès aux lieux de culte imposée notamment par le gouverneur de Saint-Petersbourg. Le Premier ministre Mikhaïl Michouline, lui, a condamné la décision du dirigeant tchéchène Ramzan Kadyrov de fermer ses frontières, dénonçant une violation de la liberté de circulation interrégionale garantie par la loi fédérale. Face à ces oppositions, le Kremlin a choisi de rester à l'écart.

Sources : *The Moscow Times, BBC, The New-York Times.*

date créée

08/05/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Marie Beslier